

Onudi Freins pour le développement

Selon le dernier rapport de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) publié le

20 juillet, l'Afrique subsaharienne ne cesse de s'appauvrir. En vingt-cinq ans, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour a progressé de 42 % à 47 % en Afrique subsaharienne alors qu'il a chuté de 40 % à 21 % dans le reste du monde. Taux de croissance dérisoire, taux de scolarisation très faible et qualité de l'éducation médiocre, baisse de l'espérance de vie, manque d'infrastructures, politiques économiques inadéquates... Les raisons du déclin économique de la région sont multiples.

L'agence onusienne définit trois catégories de pays : les pays riches en ressources naturelles (où vit 28,2 % de la population africaine) ; les pays côtiers pauvres en ressources natu-

relles (33,2 % de la population) ; et les pays à la fois enclavés et dénués de ressources (38,6 % de la population). À chacun sa stratégie d'industrialisation.

Pour les premiers, l'objectif est de transformer les rentes que procurent leurs ressources naturelles en sources de revenus durables, une affaire de choix politique et de bonne gouvernance, selon l'Onudi. Cela est possible grâce à une taxation appropriée des revenus des rentes, à un investissement massif dans les infrastructures et l'équipement et à l'essor du secteur privé, concentré pour l'heure dans une dizaine de pays. L'investissement privé est freiné par le prix élevé des biens (dû aux taxes importantes et à la petite taille des marchés qui favorise la formation de monopoles), la perception de l'Afrique comme une zone à risques et la faiblesse du retour sur investissement (sauf pour le secteur des hydrocarbures et des mines)

qu'entraînent une faible productivité et des coûts de production élevés.

Gare cependant à une libéralisation trop brutale, précise l'organisation, car une telle mesure ne bénéficierait qu'aux entreprises déjà performantes et pousserait à la faillite celles qui ne le sont pas encore.

Pour les économies côtières, le défi est de s'implanter sur le marché mondial des produits manufacturés en améliorant la compétitivité de leurs exportations. Si les coûts de main-d'œuvre y sont inférieurs à ceux que connaît, par exemple, la Chine, cet avantage ne manque pas d'être annulé le plus souvent par la moindre productivité des travailleurs africains, explicable, au moins en partie, par leur faible niveau d'éducation et de qualification. En outre, ce sont surtout les coûts non salariaux qui rendent les économies africaines insuffisamment compétitives : taux de change,

prix des transports, lourdeur des procédures douanières, corruption et manque de fiabilité des infrastructures (concernant en particulier la fourniture d'eau et d'énergie), pour ne parler que des plus répandus.

Quant aux pays qui sont à la fois enclavés et pauvres, même s'ils ne sont pas « maudits », contrairement à l'expression commune, ils n'en sont pas moins fortement dépendants de la situation et de l'attitude de leurs voisins, bien que l'utilisation des transmissions électroniques et des télécommunications leur ouvre aujourd'hui de nouvelles opportunités de croissance endogène. Il appartient donc aux États de soutenir ces secteurs et d'investir massivement dans l'éducation. La porosité de ces pays au succès économique de leurs voisins est, selon l'Onudi, un argument de poids en faveur du soutien au Nepad, dont l'un des objectifs est précisément le renforcement des intégrations régionales. ■

CHARLOTTE CANS